

Afdeling 10. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen

Art. 37. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt:

“3° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.”.

Art. 38. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden “ de Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “het Departement Inspectie” en het woord “ze” door het woord “het”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie”;

3° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie”;

4° in paragraaf 2 worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie” en het woord “ze” door het woord “het”.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 39. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2001 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle uitoefenen op de naleving van de wetgeving op het tewerkstellingsbeleid, de beroepsreconversie en -recyclage;

2° het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle zullen uitoefenen op de naleving van de wetgeving betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 40. Het decreet van 28 februari 2019 en dit besluit treden in werking de tiende dag volgend op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 41. De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30530]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, l'article 26, alinéa 2, modifié en dernier lieu par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, l'article 11, § 3, modifié par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, l'article 18, § 3, modifié par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.393 et D.404 ;

Vu le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, les articles 1^{er}, 2, 6, alinéa 1^{er}, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 et 88 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 relatif à la formation en apiculture ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 octobre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2018 ;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 octobre 2018 ;

Vu l'avis A.1395 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 26 novembre 2018 ;

Vu le rapport du 19 octobre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières régies en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis n° 168/2018 de l'Autorité de protection des données rendu le 19 décembre 2018 ;

Sur la proposition du Ministre de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 28 février 2019: le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ;

2° l'Administration : les directions de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie qui gèrent des demandes de subventions, indemnités ou allocations ;

3° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

4° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection ;

5° l'e-PV : le procès-verbal de constatation d'infractions qui est établi, enregistré et envoyé au moyen de l'application informatique conçue à cette fin conformément au modèle visé à l'article 100/2 du Code pénal social ;

6° la banque de données e-PV : la banque de données, visée à l'article 100/6 du Code pénal social et dans laquelle sont intégrées et conservées les données des e-PV qui sont contenues dans le modèle visé à l'article 100/2 du Code pénal social ainsi que les données contenues dans les annexes de ces e-PV ;

7° le Comité de gestion : le Comité de gestion de la banque de données e-PV visé à l'article 100/8 du Code pénal social ;

8° la banque de données Amadeus : la banque de données de la direction de la Coordination et du Support de l'Inspection économique et sociale du Département de l'Inspection, qui contient les données relatives aux missions qui lui sont attribuées.

§ 2. Les délais fixés dans le cadre du décret du 28 février 2019 et du présent arrêté sont calculés selon les règles suivantes :

1° le jour de l'acte qui est le point de départ du délai est compris dans le calcul du délai ;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai ;

3° lorsque le jour de l'échéance est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, celui-ci est reporté au prochain jour ouvrable.

Art. 3. A moins que le décret du 28 février 2019 n'en dispose autrement, toute transmission de documents, d'informations ou de données dans le cadre du décret et du présent arrêté peut se faire soit par voie postale, soit par voie électronique.

Art. 4. En exécution de l'article 49, § 3, du décret du 28 février 2019, l'Administration peut suspendre le traitement des demandes d'obtention de subventions, indemnités ou allocations dans les cas suivants :

1° Lorsque la personne physique ou morale faisant l'objet du contrôle a une dette exigible envers l'Union européenne, l'Etat, la Communauté française, la Région ou l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

2° Lorsque le contrôle révèle l'existence d'infractions susceptibles de faire l'objet d'une amende pénale de 100 à 1000 euros ou d'une amende administrative de 50 à 500 euros, ou d'une peine plus lourde en ce compris une peine d'emprisonnement ;

3° Lorsque le contrôle révèle l'existence d'irrégularités susceptibles de faire l'objet d'une procédure de retrait d'agrément, de suspension d'agrément, ou de récupération de subvention.

La suspension visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à un maximum de douze mois.

Art. 5. Le directeur de la direction concernée du Département de l'Inspection ou les agents statutaires ou les membres du personnel contractuel qu'il désigne à cet effet peuvent, en application de l'article 34 du décret du 28 février 2019, retarder par décision motivée le moment de la communication d'une copie du texte de l'audition de la personne entendue.

CHAPITRE II. — L'e-PV et la banque de données Amadeus

Section 1. — L'échange électronique d'informations et l'e-PV

Art. 6. L'échange électronique d'informations dans le cadre de l'e-PV et de la banque de données Amadeus se fait conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre

circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Lors du traitement des données à caractère personnel en application du présent chapitre, il est fait usage des numéros d'identification visés à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Art. 7. En vue de l'échange électronique d'informations visé à l'article 6, les inspecteurs établissent leurs procès-verbaux de constatation d'infractions de manière électronique au moyen de l'application informatique conçue à cette fin conformément au modèle uniforme visé à l'article 100/2 du Code pénal social et qui est déterminé par le Comité de gestion.

Art. 8. § 1^{er}. L'e-PV est signé par son auteur ou ses auteurs de manière électronique au moyen d'une signature électronique qualifiée au sens de l'article 3.12. du règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, sans préjudice des articles 1322 et suivants du Code civil, l'e-PV qui a été signé de manière électronique par son auteur ou ses auteurs, conformément au § 1^{er}, est assimilé à un procès-verbal sur support papier signé au moyen d'une signature manuscrite.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement peut prévoir que l'e-PV, établi conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, dans les conditions, selon les modalités et, le cas échéant, pour la durée qu'il fixe, est rédigé sur support papier et est signé au moyen d'une signature manuscrite.

Section 2. — La banque de données Amadeus

Art. 9. Les données reprises dans la banque de données Amadeus sont :

- 1° la date de rédaction et le numéro du procès-verbal ;
- 2° l'indication du fait qu'il s'agit d'un procès-verbal établi d'initiative par le verbalisant ou en exécution d'un devoir prescrit par une autorité judiciaire ;
- 3° le service auquel appartient le fonctionnaire verbalisant ;
- 4° le nom du fonctionnaire verbalisant ;
- 5° l'identité, soit le numéro de registre national, soit le numéro d'entreprise ou d'unité d'établissement de la Banque-Carrefour des Entreprises, et l'adresse du domicile ou du siège social de toute personne suspectée d'être (co)auteur d'une infraction ;
- 6° l'identité, soit le numéro de registre national, soit le numéro d'entreprise ou d'unité d'établissement et l'adresse du domicile ou du siège social de toute personne qui est tenue civilement responsable pour une infraction ;
- 7° le cas échéant, l'identité, l'adresse du domicile et le numéro de registre national de tout travailleur ou de toute personne concerné(e) ou considéré(e) comme étant concerné(e) par une infraction ;
- 8° la qualification des infractions constatées, ainsi que l'intitulé des textes légaux ou réglementaires contenant la ou les dispositions violées ainsi que le montant de l'amende encourue ;
- 9° le lieu, la date et l'heure à laquelle l'infraction a été constatée ;
- 10° les coordonnées du parquet concerné ;
- 11° le numéro de dossier et son statut ;
- 12° les décisions relatives aux infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 du décret du 28 février 2019 ;
- 13° les coordonnées des personnes de contact en charge du dossier ;
- 14° le numéro de compte de l'émetteur du paiement de l'amende administrative.

Art. 10. Le gestionnaire de la banque de données Amadeus établit une liste régulièrement mise à jour des personnes autorisées à y accéder.

Art. 11. Les catégories de fonctionnaires ayant accès à Amadeus sont le fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article 20, les membres de la direction de la Coordination et du Support de l'Inspection économique et sociale du Département de l'Inspection, ainsi que les inspecteurs du Département de l'Inspection.

Le niveau d'accès des catégories de fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} aux données pertinentes varie en fonction des missions qu'ils exercent.

CHAPITRE III. — Services d'inspection

Section 1. — Carte de légitimation des inspecteurs

Art. 12. Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie délivre une carte de légitimation aux inspecteurs.

Art. 13. La carte de légitimation se présente sous la forme d'une carte de forme rectangulaire, au format carte d'identité, soit 86,60 mm X 53,98 mm. Le recto est barré d'une bande horizontale de tirets colorés à un centimètre du bord supérieur. Le verso est barré d'une bande horizontale de tirets colorés au milieu de la carte et comporte l'emblème de la Région wallonne dans le coin inférieur droit.

La carte de légitimation porte les mentions figurant à l'annexe 1.

Art. 14. La carte de légitimation est valable dix ans à dater de son établissement.

Art. 15. Un titre provisoire sur un support papier reprenant au moins toutes les mentions prévues à l'annexe 1, peut être temporairement délivré à l'inspecteur par le directeur général visé à l'article 12 en cas de demande d'une nouvelle carte de légitimation ou de perte de la carte de légitimation et uniquement durant le délai nécessaire à l'obtention de la nouvelle carte.

Art. 16. La carte de légitimation est restituée au Département de l'Inspection lorsque son titulaire n'exerce plus sa fonction ou n'est plus autorisé à l'exercer temporairement ou définitivement.

Section 2. — Règles de déontologie

Art. 17. Les règles de déontologie visées à l'article 32 du décret du 28 février 2019 figurent à l'annexe 2.

Section 3. — Méthodologie particulière de contrôle

Art. 18. § 1^{er}. Le Département de l'Inspection établit ses priorités de contrôle en recourant à des techniques d'analyse statistiques telles que la comparaison des données, l'exploration des données et l'analyse de banques de données internes et externes.

Le Département de l'Inspection se base aussi sur des sources directes et indirectes telles que des plaintes et dénonciations ou les antécédents des employeurs.

§ 2. Le Département de l'Inspection oriente ses contrôles en fonction des données et informations qu'il possède et utilise les techniques visées au paragraphe 1^{er} dans le respect du décret.

§ 3. Pour effectuer ses recherches et éventuels constats d'infraction, l'inspecteur peut utiliser toute technique visée au paragraphe 1^{er}.

§ 4. L'inspecteur peut procéder à un contrôle en plusieurs phases en mettant en œuvre la ou les techniques d'analyse qui lui semblent les plus pertinentes lors de chaque étape.

Art. 19. La technique d'échantillonnage, tel que visée à l'article 35 du décret du 28 février 2019 est définie par le Département de l'Inspection en fonction des objectifs qu'il poursuit et des enjeux du contrôle. L'inspecteur peut procéder à des contrôles partiels, en recourant à toute technique d'échantillonnage, quelle qu'elle soit. Le cas échéant, l'inspecteur explique le choix et le contenu de la méthode qu'il a utilisée dans son rapport d'inspection.

Avant le contrôle des dossiers individuels, l'inspecteur procède à l'examen de la complétude des bases de données existantes et à la rectification et l'élimination des données établies comme étant erronées et redondantes.

Pour pouvoir extrapoler les résultats obtenus sur un échantillon, l'inspecteur établit un échantillon de manière à ce qu'il réponde à une typologie aléatoire, simple et sans réintroduction au sein d'une population ou d'une strate afin de constituer un échantillon de référence extrapolable qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage.

L'échantillon peut être stratifié ou non, sur base de critères adaptés au dispositif contrôlé ou tout autre indicateur de fraude.

L'inspecteur peut extrapoler le pourcentage d'erreurs ou d'irrégularités constatées dans l'échantillon de référence extrapolable à la seule population de référence ou strate de référence examinée.

CHAPITRE IV. — Amendes administratives

Art. 20. Le fonctionnaire sanctionnateur est l'inspecteur général du Département de l'Inspection ou tout agent statutaire ou tout membre du personnel contractuel de niveau A qu'il désigne à cet effet.

Art. 21. Les frais de copie visés à l'article 56 du décret du 28 février 2019 sont établis conformément aux articles 2 à 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2018 fixant les modèles de documents à utiliser et le montant de la rétribution à réclamer en exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

Les frais de procédure administrative visés aux articles 61 et 63 du décret du 28 février 2019 sont établis conformément aux tarifs postaux en vigueur.

Ces frais ne dépassent pas 1.000 euros.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives

Section 1. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle

Art. 22. L'article 8bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8bis. Le contrôle de l'application du présent arrêté s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 2. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises

Art. 23. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est complété par les 14° à 24° rédigés comme suit :

« 14° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

15° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères ;

16° la population de référence : la partie de la population initiale, qui après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

17° la strate de référence : la partie d'une strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

18° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

19° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

20° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

21° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

22° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

23° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

24° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

25° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection. ».

Art. 24. Dans le même arrêté, au chapitre II, la section 5, abrogée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est rétablie comme suit :

« Section 5. — Du contrôle

Art. 21. En exécution de l'article 26, alinéa 2, du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, les opérateurs de formation qui font l'objet d'un contrôle peuvent être sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

Le contrôle a notamment pour objet de vérifier les remboursements effectués aux opérateurs de formation, l'éligibilité des apprenants, la réalité du nombre d'heures de formation suivies, l'agrément effectif de la formation et plus généralement, le respect des conditions fixées par la législation ainsi que les arrêtés d'agrément.

Art. 22. L'inspecteur peut procéder à un contrôle en plusieurs phases en mettant en œuvre lors de chaque étape, les techniques d'analyse les plus adaptées au dossier traité. L'inspecteur analyse un ou plusieurs aspects du dispositif, en croisant diverses informations, telles que: les bénéficiaires de subventions, les opérateurs agréés, les formations déclarées, les factures et éventuelles notes de crédit s'y rapportant, les bases de données.

L'inspecteur analyse les documents établis dans le cadre de l'audit de certification, le catalogue de formations et les arrêtés d'agrément. Il procède à l'examen de la complétude des bases de données existantes et détermine la population de référence.

Avant le contrôle des dossiers individuels, l'inspecteur procède à l'examen de concordance entre les demandes de remboursement introduites par l'opérateur de formation auprès de l'émetteur et les informations transmises au FOREM par les bénéficiaires et les opérateurs de formations.

L'inspecteur consolide ces éléments et peut également utiliser diverses informations en provenance de sources directes et indirectes, telles que comparaison des données, exploration des données, antécédents de l'employeur, banques de données internes et externes, signalement d'autres administrations, plaintes ou dénonciations. ».

Art. 25. Dans la même section 5, sont insérés les articles 22/1 à 22/3 rédigés comme suit :

« Art. 22/1. Conformément à l'article 35 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'inspecteur peut procéder à l'examen d'un échantillon de tout ou partie des aspects à vérifier ou des dossiers individuels à contrôler.

Pour ce faire, l'inspecteur peut :

1° utiliser tout type de tirage, toutes techniques et méthodes d'analyse confondues, afin d'analyser une population de référence ou strate de référence et y déterminer les irrégularités au regard du dispositif contrôlé ;

2° le cas échéant, effectuer un tirage de type aléatoire, simple et sans réintroduction d'items susceptibles d'être sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence, de manière à constituer un échantillon de référence extrapolable. Dans ce cas, l'inspecteur peut extrapoler le pourcentage d'irrégularités constatées dans l'échantillon à la population de référence ou strate de référence.

Art. 22/2. § 1^{er}. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents, l'inspecteur peut, soit :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose la récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 3. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constaté est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

§ 4. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

§ 5. Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 22/3. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'opérateur de formation peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 22/1 et 22/2 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminée. ».

Section 3. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication

Art. 26. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, est complété par les 8° à 18° rédigés comme suit :

« 8° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

9° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères ;

10° la population de référence : la partie de la population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

11° la strate de référence : la partie de la strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

12° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

13° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

14° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

15° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

16° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

17° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

18° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

19° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection. ».

Art. 27. Dans le chapitre VII du même arrêté, sont insérés les articles 16*bis* à 16*septies* rédigés comme suit :

« Art. 16*bis*. En exécution de l'article 11 du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, les opérateurs de formation agréés qui font l'objet d'un contrôle peuvent être sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

Le contrôle a notamment pour objet de vérifier l'éligibilité des stagiaires accueillis par l'opérateur et la réalité du nombre d'heures de formation suivies par les stagiaires éligibles, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que par l'arrêté d'agrément. Ce contrôle peut s'exercer notamment sur base de l'analyse d'échantillons de référence extrapolables de stagiaires ou d'heures, dont les résultats de l'analyse seront extrapolés à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence dont émanent ces échantillons.

Art. 16*ter*. § 1^{er}. Chez les opérateurs de formation accueillant moins de cinquante stagiaires, l'inspecteur peut contrôler l'éligibilité des stagiaires de manière exhaustive.

Au-delà de ce seuil, l'inspecteur peut contrôler un pourcentage de dossiers individuels de stagiaires avec un minimum de dossiers à contrôler selon le nombre de stagiaires accueillis par l'opérateur de formation.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 16^{quater}. § 1^{er}. L'inspecteur vérifie ensuite la validité des heures de formation suivies par les stagiaires Afin d'analyser les heures effectivement suivies, l'inspecteur sélectionne une période de cours dont l'organisation prévoit une durée minimum de huit heures.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents des heures contrôlées, l'inspecteur peut :

- 1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités et mettre fin au contrôle ;
- 2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° examiner des heures suivies durant une autre période prévoyant une durée minimum de huit heures de cours. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non d'heures de formation suivies par les stagiaires qui constituent l'échantillon de référence, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 16^{quinquies}. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

Art. 16^{sexies}. Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 16^{septies}. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'opérateur de formation peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 16^{bis} à 16^{quater} et 16^{quinquies} en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminé. ».

Section 4. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture

Art. 28. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ; ».

Art. 29. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. En application de l'article D.393 du Code, le contrôle et la surveillance du chapitre II du titre IV du Code et du présent arrêté sont exercés conformément au décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Le Département de l'Inspection vérifie au minimum que le centre de formation dispose des capacités appropriées en termes de qualifications du personnel et de formation régulière pour mener à bien ses missions. ».

Section 5. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 relatif à la formation en apiculture

Art. 30. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 relatif à la formation en apiculture, le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ; ».

Art. 31. Dans les articles 16, § 2, alinéa 3 et 34, alinéa 2, du même arrêté, les mots « l'Inspection sociale » sont remplacés par les mots « le Département de l'Inspection ».

Art. 32. Dans l'article 34 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le contrôle de l'application du présent arrêté s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 6. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Art. 33. L'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, est complété par les 9° à 19° rédigés comme suit :

« 9° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

10° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères ;

11° la population de référence : la partie de la population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

12° la strate de référence : la partie de la strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

13° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

14° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

15° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

16° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

17° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

18° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

19° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

20° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection. ».

Art. 34. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 28/1 à 28/6 rédigés comme suit :

« Art. 28/1. § 1^{er}. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les opérateurs de formation agréés qui font l'objet d'un contrôle peuvent être sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

§ 2. Le contrôle a notamment pour objet de vérifier l'éligibilité des stagiaires accueillis par l'opérateur et la réalité du nombre d'heures de formation suivies par les stagiaires éligibles, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que par l'arrêté d'agrément. Ce contrôle peut s'exercer notamment sur base de l'analyse d'échantillons de référence extrapolables de stagiaires et d'heures, dont les résultats de l'analyse seront extrapolés à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence dont émanent ces échantillons.

Art. 28/2. § 1^{er}. Dans les centres accueillant moins de cinquante stagiaires, l'inspecteur peut contrôler l'éligibilité des stagiaires de manière exhaustive.

Au-delà de ce seuil, l'inspecteur peut contrôler un pourcentage de dossiers individuels de stagiaires avec un minimum de dossiers à contrôler dans chacune des filières du centre, en proportion de l'importance du nombre d'heures de chacune de celles-ci au regard de l'ensemble des heures de formation suivies par la population de référence.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

28/3. § 1^{er}. L'inspecteur vérifie ensuite la validité des heures de formation suivies par les stagiaires. Afin d'analyser les heures effectivement suivies, l'inspecteur sélectionne une période de deux semaines ne comptant pas de jours de congé scolaire.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents des heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° examiner des heures suivies au cours de deux autres semaines de l'année, hors congés scolaires. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non d'heures de formation suivies par les stagiaires qui constituent l'échantillon de référence, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 28/4. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

Art. 28/5. Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 28/6. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, le centre peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 28/1, 28/2, 28/3 et 28/4 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminé. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 35. Le décret du 28 février 2019 et le présent arrêté entrent en vigueur le dixième jour qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 36. Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

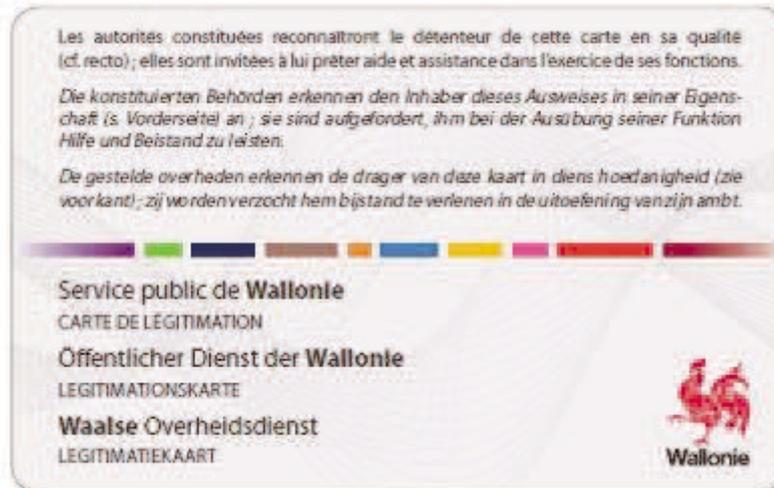
Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Annexe 1. Modèle de carte de légitimation

1. Recto



2. Verso



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Annexe 2. — Règles de déontologie des inspecteurs dans l'exercice de leur mission de contrôle

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Outre le cadre de déontologie des agents de la fonction publique administrative régionale, les présentes règles complémentaires de déontologie visent spécifiquement les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés, dénommés ci-après « les inspecteurs », du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie :

1° qui relèvent de l'autorité des ministres ayant dans leurs attributions l'économie, l'emploi et la formation professionnelle ainsi que l'économie sociale ;

2° qui sont chargés de surveiller le respect des législations et réglementations les désignant pour exercer le contrôle.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement des Inspections*

Section 1. — Principes et lignes de force

Dans l'exercice de leurs missions administratives et judiciaires, les inspecteurs sont à la fois :

1° des fonctionnaires assermentés chargés de tâches administratives afférentes au contrôle des législations et réglementations qui les désignent à cet effet ;

2° des inspecteurs qui se voient conférés par la législation des compétences particulières pour la recherche des infractions pénalement sanctionnées, dont les autorités judiciaires leur confient régulièrement la mission.

Dans le cadre de leurs fonctions, les inspecteurs ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en ordre ou de dresser des procès-verbaux, en fonction des circonstances, de la gravité de l'infraction, de l'intention frauduleuse, des intérêts des travailleurs et des possibilités de régularisation de l'infraction.

Ce pouvoir d'appréciation ne s'exerce pas de manière arbitraire. L'inspecteur motive sa décision, et son pouvoir d'appréciation peut être tempéré par les instructions internes du Département de l'Inspection afin de garantir une certaine uniformité dans l'application de la législation pour tous les justiciables.

Ce pouvoir d'appréciation sur la portée des infractions est une dérogation à l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui impose à tout fonctionnaire, qui dans l'exercice de ses fonctions prend connaissance d'un crime ou délit, de le communiquer sur-le-champ au procureur du Roi.

Lorsque les inspecteurs interviennent à la demande du ministère public, ils peuvent agir uniquement conformément aux instructions reçues, le ministère public dirigeant l'information judiciaire et décidant de la suite à y réserver. Le pouvoir d'appréciation s'exerce sans préjudice du droit de réquisition du ministère public ou du juge d'instruction contenu aux articles 28ter, § 3, et 56, § 2, du Code d'instruction criminelle.

Les inspecteurs fournissent des informations et des conseils techniques aux usagers, aux employeurs, aux travailleurs, et à toute autre personne ou administration publique, concernant l'application des législations précitées.

Section 2. — Valeurs fondamentales

Sous-section 1. — Loyauté et respect de la hiérarchie

Les inspecteurs respectent les institutions démocratiques nationales et internationales ainsi que leurs symboles, les autres pouvoirs constitués et les institutions publiques.

Ils ne dénigrent pas les législations et réglementations dont ils sont chargés du contrôle devant des usagers, des employeurs, des travailleurs et des tierces personnes présentes durant le contrôle.

Dans l'exercice de leur fonction, ils agissent conformément aux dispositions décrétales, légales et réglementaires, à la stratégie, aux plans d'action et aux directives de leur hiérarchie. Ils agissent avec diligence, conscience professionnelle et loyauté vis-à-vis de leur hiérarchie.

Ils ne dénigrent pas le travail de collègues de leur service et des autres services.

Sous-section 2. — Probité, intégrité, dignité de la fonction et impartialité

Les inspecteurs font bon usage des moyens et des facilités mis à leur disposition. Ils ne se procurent pas, pour eux-mêmes ou pour une tierce personne, des avantages qui ne leur reviennent normalement pas. Ils sont incorruptibles.

Dans les enquêtes, les inspecteurs font preuve d'objectivité. Ils proscrirent tout arbitraire dans leurs interventions en évitant, notamment, de porter atteinte, dans leur manière d'intervenir ou en raison de l'objet de leur intervention, à l'impartialité que les citoyens sont en droit d'attendre d'eux. Ils évitent donc tout acte ou attitude de nature à ébranler cette impartialité.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs ne portent aucun signe ostentatoire d'appartenance politique, religieuse ou philosophique de nature à mettre en doute cette impartialité.

Sous-section 3. — Interdiction de discrimination

Dans l'exercice de leur fonction, les inspecteurs s'interdisent toute forme de discrimination et de partialité, basées notamment sur la race, l'ascendance, l'origine sociale, la nationalité, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la langue, le patrimoine, l'âge, les convictions politiques, philosophiques, syndicales ou religieuses, l'état de santé, le handicap ou les caractéristiques physiques ou génétiques.

Sous-section 4. — Disponibilité et efficacité

Dans l'exercice de leur compétence, les inspecteurs mettent tout en œuvre pour répondre aux demandes des plaignants, des autres inspections fédérales ou régionales et des autres instances ou autorités avec lesquelles ils sont amenés à collaborer.

La disponibilité des inspecteurs se caractérise entre autres par leur accessibilité et leur disposition à l'écoute, par leur compréhension et leur prise en compte des préoccupations de ceux qui font appel à eux et par leurs initiatives appropriées, que ce soit en intervenant directement ou en renvoyant les intéressés vers les personnes ou les services compétents ou spécialisés.

Dans le cadre de leur mission, ils respectent la charte de bonne conduite administrative adoptée par le Service public de Wallonie et font preuve d'un professionnalisme qui se traduit par :

1° la qualité du travail fourni ;

2° le traitement rapide des missions d'enquête en respectant les prescriptions légales ;

3° la rédaction de rapports et la formulation de propositions de décisions avec rigueur, exactitude et impartialité ;

4° la recherche de solutions adaptées dans le cadre de leurs compétences ;

5° le souci de collaborer efficacement avec les autres inspections belges et étrangères, les autorités judiciaires, le SIRS, les cellules d'arrondissement et les autres institutions publiques belges et étrangères.

Sous-section 5. — Devoir de discrétion et de confidentialité

Dans l'utilisation de leur droit d'expression à l'égard des faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs respectent notamment les dispositions légales et réglementaires relatives au secret professionnel, au secret médical, au secret de l'enquête, au devoir de discrétion et à la confidentialité des données sociales à caractère personnel. Ces obligations subsistent même après la cessation de l'exercice de leur emploi.

Sous-section 6. — Contacts avec la presse et les médias

Sans préjudice de la liberté d'expression, les inspecteurs sollicités par la presse ou les médias pour accorder une interview ou un communiqué de presse les renvoient à l'attaché de presse du Service public de Wallonie.

Sous-section 7. — Attitude et comportement

Les inspecteurs font preuve de retenue dans leurs actes et leurs propos. Ils traitent chaque personne avec politesse, tact et courtoisie. Ils veillent à conserver le contrôle d'eux-mêmes et prohibent tout comportement hostile ou méprisant.

Les inspecteurs se comportent de manière exemplaire, spécialement en observant eux-mêmes les lois et règlements dont ils assurent le contrôle.

Ils prennent soin, en bon père de famille, du matériel, des pièces d'équipement, des locaux et des supports d'information qui sont mis à leur disposition.

CHAPITRE III. — Exercice de la mission de contrôle des inspecteurs

Section 1. — Respect et protection des libertés et droits garantis par des normes supérieures internationales et nationales, applicables à tout citoyen

En tout temps et en toute circonstance, les inspecteurs respectent et protègent la dignité humaine, les libertés et les droits garantis par des normes supérieures et par la Constitution belge.

Ils s'assurent au préalable que les actes posés sont bien fondés sur une base légale ou réglementaire.

Ils respectent les grands principes constitutionnels tel que l'égalité entre citoyen, l'interdiction de discrimination, la protection du domicile, le secret postal, le respect de la vie privée et familiale, le respect de la publicité des actes administratifs et l'emploi des langues.

Section 2. — Principe de finalité et de proportionnalité

Les inspecteurs exercent leurs pouvoirs uniquement en vue du contrôle des décrets, lois et autres règlements qui les désignent à cet effet.

Lors de l'exécution de leurs pouvoirs, les inspecteurs utilisent des moyens appropriés et nécessaires pour la surveillance des législations dont ils exercent la compétence.

Section 3. — Respect des règles de procédure

Les inspecteurs respectent les règles de procédure contenues dans les décrets régissant leurs droits et devoirs, le Code pénal social, les autres prescrits légaux et réglementaires et dans les directives du Département de l'Inspection.

Par le respect des règles de procédure, les inspecteurs garantissent à la fois les droits et devoirs des usagers, des employeurs et travailleurs.

Enfin, ce respect assure aussi un meilleur suivi des constats des contrôles effectués : régularisations, poursuites pénales, amendes administratives.

Section 4. — Respect des règles de production, de communication des données et d'utilisation des renseignements obtenus

Les inspecteurs respectent les règles de production, d'échanges de données et d'informations et d'utilisation de renseignements obtenus prévues par les décrets régissant leurs droits et devoirs.

Les inspecteurs communiquent les renseignements recueillis dans le cadre de procédures judiciaires, tant à l'information qu'à l'instruction, uniquement avec l'autorisation expresse de l'autorité judiciaire. Toute information transite par l'autorité judiciaire concernée, afin de respecter le secret des informations et instructions judiciaires.

Enfin, les renseignements concernant des données médicales à caractère personnel sont communiqués ou utilisés uniquement dans le respect du secret médical.

Section 5. — Confidentialité des données sociales à caractère personnel

Les inspecteurs garantissent le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission afin de protéger la sphère de la vie privée de toute personne identifiée ou identifiable.

Ils n'utilisent ces données à caractère personnel que pour l'exercice de leur mission.

Section 6. — Devoir de discrétion, obligation d'intégrité des inspecteurs et confidentialité des contrôles

De manière générale, les inspecteurs sont tenus au respect du secret professionnel.

Sauf autorisation expresse de l'auteur d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux dispositions des législations et réglementations dont ils exercent le contrôle, les inspecteurs ne peuvent révéler en aucun cas, même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte ou de cette dénonciation. Ils respectent aussi cette interdiction quand un travailleur, sauf s'il est aussi le plaignant, un employeur, ou leur avocat, désire consulter son dossier personnel. Il leur est de même interdit de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une enquête à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation.

Ils ne divulguent en aucun cas l'identité des employeurs et des travailleurs, le contenu des auditions et les constats relevés.

Les inspecteurs garantissent la confidentialité concernant les opérations planifiées de contrôles afin d'éviter tout risque de fuite pouvant rendre inopérant les contrôles à mener par son service ou par des services tiers.

Section 7. — Collaboration avec les autres services partenaires

Les inspecteurs, dans le cadre des contrôles multidisciplinaires menés en commun, veillent à collaborer pleinement avec les autres services partenaires dans la poursuite d'un intérêt commun.

Section 8. — Conflit d'intérêts et cumul des inspecteurs avec leurs missions de contrôle

Conformément aux règles du Code de la Fonction publique wallonne, une attention particulière s'impose aux inspecteurs en matière de conflit d'intérêts et d'autorisation de cumul.

Les inspecteurs ne peuvent pas avoir d'intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler. Ils s'abstiennent de s'engager personnellement dans le traitement d'enquêtes dans lesquelles ils pourraient avoir un intérêt. Dans ce cas, ils font appel à d'autres collègues, via leur hiérarchie, afin que soient accomplis ou poursuivis les devoirs professionnels.

Les inspecteurs ne peuvent pas exercer, même occasionnellement, aucune activité rétribuée ou non qui serait de nature à générer des conflits d'intérêts réels, potentiels ou apparents ou une confusion avec leurs fonctions et missions de contrôle.

Les inspecteurs peuvent exercer des activités rémunérées de quelque façon que ce soit en sus de leurs fonctions mais uniquement après avoir obtenu une autorisation de cumul d'activités professionnelles en dehors des heures de service qui sont compatibles avec leur qualité d'inspecteur et qui peuvent être exercées sans inconvénient pour le service ou pour le public.

L'exercice de certains mandats politique, d'activités rémunérées inhérentes à la fonction ou d'une activité qui résulte d'une désignation par l'autorité compétente n'est pas visé par l'autorisation de cumul précitée, mais nécessite cependant une demande spécifique ou une information de la hiérarchie conformément aux règles du Code de la Fonction publique wallonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30530]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, op artikel 26, lid 2, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, artikel 11, § 3, gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, inzonderheid op artikel 18, § 3, gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.393 et D.404;

Gelet op het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, inzonderheid op de artikelen 1er, 2, 6, lid 1, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 en 88;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 betreffende de opleiding in de bijeenteelt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2018;

Gelet het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 oktober 2018;

Gelet op advies A.1395 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 26 november 2018;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies 168/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 februari 2018;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities en algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Het is toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

Art. 2. §1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet van 28 februari 2019: het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen;

2° de administratie: de directies van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst die de aanvragen inzake subsidies, vergoedingen of uitkeringen beheren;

3° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° de inspecteurs: de beëdigde statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie;

5° e-PV: het proces-verbaal tot vaststelling van inbreuken, opgesteld, geregistreerd of verzonden middels de daartoe voorziene computerapplicatie overeenkomstig het model bedoeld in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek;

6° de databank e-PV: de databank bedoeld in artikel 100/6 van het Sociaal Strafwetboek waarin de gegevens van de e-PV's, vervat in het model bedoeld in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek, evenals de gegevens vervat in de bijlagen bij deze e-PV's, opgenomen en bewaard worden;

7° het beheerscomité: het beheerscomité van de databank e-PV, bedoeld in artikel 100/8 van het Sociaal Strafwetboek;

8° de gegevensbank Amadeus: de gegevensbank van de Directie Coördinatie en Ondersteuning van de Economische en Sociale Inspectie van het Departement Inspectie, die de gegevens bevat betreffende de haar toegekende opdrachten.

§ 2. De termijnen vastgesteld in het kader van het decreet van 28 februari 2019 en van dit besluit worden berekend volgens deze regels:

1° de dag van de akte, die het beginpunt van de termijn is, in de termijnberekening inbegrepen;

2° de vervalddag wordt meegerekend in de termijn;

3° wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling vervat in het decreet van 28 februari 2019 gebeurt elke verzending van stukken, informatie of gegevens in het kader van het decreet en dit besluit ofwel per post ofwel digitaal.

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 49, § 3, van het decreet van 28 februari 2019 kan de administratie de behandeling van de aanvragen tot verkrijging van subsidies, vergoedingen of uitkeringen in volgende gevallen opschorten:

1° Wanneer de natuurlijke of rechtspersoon die aan de controle is onderworpen, een eisbare schuld heeft tegenover de Europese Unie, de Staat, de Franse Gemeenschap, het Gewest, of de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling "Forem";

2° Wanneer de controle op het bestaan wijst van inbreuken die bestraft zouden kunnen worden met een strafrechtelijke geldboete van 100 tot 1000 euro of een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro of een zwaardere straf, een gevangenisstraf inbegrepen;

3° Wanneer de controle op het bestaan wijst van onregelmatigheden die het voorwerp zouden kunnen uitmaken van een procedure tot intrekking van de erkenning, opschorting van de erkenning of terugvordering van de subsidie.

De opschorting bedoeld in lid 1 wordt beperkt tot een maximum van twaalf maanden.

Art. 5. De directeur van de betrokken directie van het Departement Inspectie of de statutaire of contractuele personeelsleden die hij daartoe aanwijst kunnen, overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 28 februari 2019, het tijdstip waarop een afschrift van de tekst van het verhoor van de gehoorde persoon overgemaakt moet worden, bij een gemotiveerde beslissing uitstellen.

HOOFDSTUK II. — e-PV en databank Amadeus

Afdeling 1. — Elektronische informatie-uitwisseling en e-PV

Art. 6. De elektronische informatie-uitwisseling in het kader van het e-PV en de gegevensbank Amadeus gebeurt overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Bij de verwerking van de persoonsgegevens overeenkomstig dit hoofdstuk wordt gebruik gemaakt van de identificatienummers bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 7. Met het oog op de elektronische informatie-uitwisseling bedoeld in artikel 6 maken de sociaal inspecteurs hun processen-verbaal tot vaststelling van inbreuken elektronisch aan via de daartoe ontworpen informaticatoepassing overeenkomstig het in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek bedoeld uniform model dat door het Beheerscomité wordt vastgesteld.

Art. 8. § 1. Het e-PV wordt door de opsteller of opstellers elektronisch ondertekend door middel van de gekwalificeerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.12. van verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt, onverminderd de artikelen 1322 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, het e-PV dat door de opsteller of opstellers elektronisch werd ondertekend overeenkomstig § 1, gelijkgesteld met een proces-verbaal op papieren drager ondertekend door middel van een handgeschreven handtekening.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Regering bepalen dat het e-PV, dat wordt aangemaakt overeenkomstig artikel 7, eerste lid, onder de voorwaarden, volgens de nadere regels en, in voorkomend geval, voor de duur die zij bepaalt, op papieren drager wordt opgesteld en wordt ondertekend met een handgeschreven handtekening.

Afdeling 2. — Amadeus-databank

Art. 9. De gegevens opgenomen in de databank Amadeus zijn:

- 1° de datum van opstelling en het nummer van het proces-verbaal;
- 2° de vermelding van het feit dat het een proces-verbaal betreft, opgesteld op eigen initiatief door de verbalisant of ter uitvoering van een onderzoekopdracht opgelegd door een gerechtelijke autoriteit;
- 3° de dienst waartoe de verbaliserend ambtenaar behoort;
- 4° de naam van de verbaliserend ambtenaar;
- 5° de identiteit, ofwel het Rijksregisternummer, ofwel het ondernemingsnummer of het bedrijfseenheidsnummer van de Kruispuntbank der Ondernemingen, en het adres van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel van iedere persoon van wie vermoed wordt dat zij (mede)dader van een inbreuk is;
- 6° de identiteit, ofwel het Rijksregisternummer, ofwel het ondernemingsnummer of het bedrijfseenheidsnummer en het adres van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel van iedere persoon die burgerrechtelijk aansprakelijk is voor een inbreuk;
- 7° in voorkomend geval, de identiteit, het adres van de woonplaats en het Rijksregisternummer van iedere werknemer of iedere betrokken persoon of persoon beschouwd als betrokken bij een inbreuk;
- 8° de kwalificatie van de vastgestelde inbreuken, evenals het opschrift van de wetteksten of reglementaire teksten waarin de overtreden bepaling(en) vervat is (zijn), evenals het bedrag van de opgelopen geldboete;
- 9° plaats, datum en uur waarop de inbreuk is vastgesteld;
- 10° de adresgegevens van het betrokken parket;
- 11° het dossiernummer en statuut ervan;
- 12° de beslissingen betreffende de inbreuken op de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 28 februari 2019;
- 13° de adresgegevens van de contactpersonen belast met het dossier;
- 14° het rekeningnummer van de betaler van de administratieve geldboete.

Art. 10. De beheerder van de databank Amadeus stelt een regelmatig bijgewerkte lijst op van de personen gemachtigd om daar toegang toe te hebben.

Art. 11. De categorieën ambtenaren die een toegang tot Amadeus hebben zijn, de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel 20, de leden van de Directie Coördinatie en Ondersteuning van de Economische en Sociale Inspectie van het Departement Inspectie, evenals de inspecteurs van het Departement Inspectie.

Het toegangsniveau van de categorieën ambtenaren bedoeld in lid 1 voor de toegang tot de relevante gegevens varieert al naar gelang de uitvoerende opdracht.

HOOFDSTUK III. — *Inspectiediensten**Afdeling 1. — Legitimatiebewijs van de inspecteurs*

Art. 12. De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst verstrekt de inspecteurs een legitimatiebewijs.

Art. 13. Het legitimatiebewijs neemt de vorm aan van een kaart in rechthoekige vorm, van het formaat 'identiteitskaart', namelijk 86,60 mm X 53,98 mm. Op de voorkant staat, op één centimeter van de bovenrand, een horizontaal, gekleurd strepenpatroon. Op de achterkant staat, in het midden van de kaart, een horizontaal gekleurd strepenpatroon, alsook het embleem van het Waalse Gewest in de rechter benedenhoek.

De inhoud, vermeld in bijlage 1, staat op het legitimatiebewijs afgedrukt.

Art. 14. Het legitimatiebewijs heeft een geldigheidsduur van tien jaar, te rekenen van het opstellen ervan.

Art. 15. Er kan tijdelijk door de directeur-generaal bedoeld in artikel 12 aan de inspecteur een voorlopige titel worden uitgereikt, bestaande uit een papieren informatiedrager met minstens de inhoudelijke gegevens van bijlage 1, in het geval van een aanvraag voor een nieuw legitimatiebewijs of het verlies van het legitimatiebewijs, en enkel voor de termijn nodig voor het aanmaken van een nieuwe kaart.

Art. 16. Wanneer de houder ervan zijn ambt niet meer vervult of tijdelijk dan wel definitief de machtiging heeft verloren om bedoeld ambt uit te oefenen, wordt het legitimatiebewijs teruggegeven aan de Departement Inspectie.

Afdeling 2. — Deontologische regels

Art. 17. De deontologische regels bedoeld in artikel 32 van het decreet van 28 februari 2019 zijn opgenomen in bijlage 2.

Afdeling 3. — Bijzondere controlemethodologie

Art. 18. § 1. Het Departement Inspectie stelt de prioriteiten inzake controle vast door gebruik te maken van statistieke onderzoekstechnieken zoals gegevensvergelijking, gegevensonderzoek en onderzoek van interne en externe databanken.

Het Departement Inspectie baseert zich ook op directe en indirecte bronnen zoals klachten en aangiften of antecedenten van werkgevers.

§ 2. Het Departement Inspectie stelt zijn controles af op de gegevens en de informatie die het bezit en gebruikt de technieken bedoeld in § 1 met inachtneming van het decreet.

§ 3. Om zijn opsporingen en eventuele vaststellingen van inbreuken te verrichten, kan de inspecteur elke techniek bedoeld in § 1 gebruiken.

§ 4. De inspecteur kan in meerdere fases tot een controle overgaan door de onderzoekstechniek(en) aan te wenden die hem bij elke stap het meest relevant lijken.

Art. 19. De staalafnametechniek zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet van 28 februari 2019 wordt door het Departement Inspectie gedefinieerd in functie van de nagestreefde doelstellingen en de krijtlijnen van de controle. De inspecteur kan partiële controles uitvoeren, onder gebruikmaking van iedere en ongeacht welke staalafnametechniek. In voorkomend geval worden keuze en inhoud van de door de inspecteur gebruikte methode in diens inspectieverslag toegelicht.

Voor de controle van de individuele dossiers gaat de inspecteur na, of de bestaande databanken volledig zijn, verricht hij rechtzettingen en verwijdert hij als verkeerd of meermaals opgenomen vastgestelde gegevens.

Om de staalafnamegewijs bekomen resultaten te extrapoleren, stelt de inspecteur een staal samen dat voldoet aan een toevallig tot stand gekomen, eenvoudige typologie zonder herinvoering ervan in een bevolking of een laag zodat een referentiestaal bekomen wordt dat extrapolatiebaar is en een betrouwbaarheidsinterval kan bereiken van vijftien procent of meer rondom de staalafnamewaarde.

Het staal kan al dan niet gestratificeerd zijn, op grond van criteria aangepast aan de regeling die aan controle wordt onderworpen of iedere andere fraude-indicator.

De inspecteur kan het percentage in het extrapolerbare referentiestaal vastgestelde onjuistheden of onregelmatigheden extrapoleren naar enkel de onderzochte referentiebevolking of de onderzochte referentielaag.

HOOFDSTUK IV. — Administratieve geldboetes

Art. 20. De sanctionerend ambtenaar is de inspecteur-generaal van het Departement Inspectie of ieder statutair ambtenaar of contractueel personeelslid van niveau aan dat daartoe aangewezen wordt.

Art. 21. De kosten voor het afschrift bedoeld in artikel 56 van het decreet van 28 februari 2019 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2018 tot vaststelling van de type-documenten die te gebruiken zijn en het bedrag van de retributie die gevraagd moet worden ter uitvoering van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

De kosten voor de administratieve procedure bedoeld in de artikelen 61 en 63 van het decreet van 28 februari 2019 worden vastgesteld overeenkomstig de geldende posttarieven.

Deze kosten mogen niet meer bedragen dan 1.000 euro.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen

Art. 22. Artikel 8bis van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt:

“Art. 8bis. De controle op de toepassing van dit besluit wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn

Art. 23. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt aangevuld met de punten 14° tot 24° aangevuld als volgt:

14° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

15° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

16° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

17° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

18° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

19° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

20° extrapoleerbaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

21° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapoleerbaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

22° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

23° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van het supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

24° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

25° de inspecteurs: de statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie die beëdigd zijn.”.

Art. 24. In hetzelfde besluit wordt, in hoofdstuk II, afdeling 5, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, hersteld als volgt:

“Afdeling 5. — Controle

Art. 21. Ter uitvoering van artikel 26, lid 2, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, kunnen de opleidingenverstrekkers die aan een controle worden onderworpen geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie bepaald door het Departement Inspectie, meer bepaald op basis van een risico-analyse.

De controle strekt er met name toe de terugbetalingen na te gaan, verricht aan de opleidingenverstrekkers, evenals het in aanmerking komen van het leerpúblic, de realiteit van het aantal gevolgde opleidingsuren, de daadwerkelijke erkenning van de opleiding en meer in het algemeen de inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij de decreetgeving evenals de erkenningsbesluiten.

Art. 22. De inspecteur kan een controle in meerdere fases uitvoeren door bij elke stap de onderzoekstechnieken toe te passen die het best aan het behandelde dossier zijn aangepast. De inspecteur onderzoekt één of meerdere aspecten van de regeling door verscheidene informaties te kruisen, zoals de subsidiegerechtigden, de erkende operatoren, de aangegeven opleidingen, de facturen en de eventuele dienovereenkomstige kredietnota's, de databanken.

De inspecteur onderzoekt de documenten, opgesteld in het kader van de certificeringsaudit, de opleidingencatalogus en de erkenningsbesluiten. Hij gaat na of de bestaande databanken volledig zijn en bepaalt de referentiebevolking.

Voor de controle van de individuele dossiers gaat de inspecteur de overeenstemming na tussen de terugbetalingsaanvragen, ingediend door de opleidingenverstrekker bij de emittent, en de informatie overgemaakt aan “FOREm” door de begunstigden en de opleidingenverstrekkers.

De inspecteur consolideert deze gegevens en kan eveneens verscheidene informatie gebruiken uit directe en indirecte bronnen, zoals gegevensvergelijking, gegevensuitdieping, antecedenten van de werkgever, interne en externe databases, meldingen van andere administraties, klachten of aangiften.”.

Art. 25. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 22/1, wordt een artikel 22i3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 22/1. Overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen overgaan tot het onderzoek van een staal voor alle of een deel van de te controleren aspecten of te controleren individuele dossiers.

Daarvoor kan de inspecteur:

1° elk type trekking gebruiken, alle onderzoekstechnieken en -methodes door elkaar gebruiken om een te onderzoeken referentiebevolking of referentielaag te vormen en er de onregelmatigheden op te sporen ten opzichte van de regeling waarvan de inachtneming ter controle voorligt;

2° in voorkomend geval een trekking van het toevallige, eenvoudige type zonder herinvoering in een referentiebevolking of een referentielaag verrichten om aldus een extrapoleerbaar referentiestaal te vormen. In dat geval kan de inspecteur het percentage vastgestelde onregelmatigheden in het staal extrapoleren naar de referentiebevolking of de referentielaag.

Art. 22/2. § 1. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° 1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoekingen heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapoleerbaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftiennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 3. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapolatiebaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

§ 4. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapolatiebaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie voor berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

§ 5. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 22/3. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan de opleidingsverstrekker het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 22/1 en 22/2 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.”

Afdeling 3. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

Art. 26. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt aangevuld met de punten 8° tot 18° als volgt:

8° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

9° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

10° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

11° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

12° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

13° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

14° extrapolatiebaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

15° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapolatiebaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

16° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftienennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

17° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van het supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

18° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

19° de inspecteurs: de beëdigde statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie.”

Art. 27. In hoofdstuk VII van hetzelfde besluit worden de artikelen 16*bis* tot 16*septies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 16*bis*. Ter uitvoering van artikel 11 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën kunnen de erkende opleidingsverstrekkers geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie die, met name op basis van een risico-analyse, bepaald wordt door het Departement Inspectie

De controle strekt er meer bepaald toe, na te gaan in welke mate de stagiairs, toegelaten door de operator, en de realiteit van het aantal opleidingsuren gevolgd door de gerechtigde stagiairs in aanmerking komen, en meer bepaald de inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij de wetgeving en het erkenningsbesluit. Deze controle kan meer bepaald uitgeoefend worden op grond van het onderzoek van extrapolatiebare referentiestalen van stagiairs of uren waarvan de onderzoeksresultaten geëxtrapoleerd worden naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag waaruit deze stalen zijn samengesteld.

Art. 16*ter*. §1. Bij de opleidingsverstrekkers die minder dan vijftig stagiairs begeleiden, kan de inspecteur het in aanmerking komen van de stagiairs in zijn volledigheid nagaan.

Boven die drempel kan de inspecteur een percentage individuele dossiers van stagiairs nagaan met een minimum aan te controleren dossiers volgens het aantal stagiairs begeleid door de opleidingsverstrekker.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoeken heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapolatiebaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftienennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapolerebaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 16^{quater}. §1. De inspecteur gaat vervolgens de geldigheid van de door de stagiairs gevolgde opleidingsuren na. Om de daadwerkelijk gevolgde uren te onderzoeken, selecteert de inspecteur een cursusperiode waarvan de organisatie in een minimumduur van acht uur voorziet.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° gevolgde uren onderzoeken over een andere periode die voorziet in een minimumduur van acht cursussen. In dat geval stelt de inspecteur een terugvordering voor in verband met enkel de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° een extrapolerebaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de gevolgde opleidingsuren van de stagiairs die het referentiestaal vormen, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftien tot twintig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien procentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapolerebaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 16^{quinquies}. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapolerebaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie voor berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

Art. 16^{sexies}. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 16^{septies}. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan de opleidingsverstrekker het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 22/1 en 22/2 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.”.

Afdeling 4. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 tot uitvoering van hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende beroepsopleiding in de landbouw

Art. 28. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 wordt punt 3° vervangen als volgt:

“3° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;”.

Art. 29. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art.23. Overeenkomstig artikel D.393 van het Wetboek worden de controle en het toezicht van hoofdstuk II van titel IV van het Wetboek en van dit besluit uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Het Departement Inspectie gaat minstens na of het opleidingscentrum over de geschikte capaciteit beschikt in termen van personeelskwalificaties en regelmatige vorming om zijn opdrachten zorgvuldig uit te voeren.”.

Afdeling 5. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 betreffende de opleiding in de bijenteelt

Art. 30. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 betreffende de vorming in de bijenteelt wordt punt 10° vervangen als volgt:

“10° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;”.

Art. 31. In de artikelen 16, § 2, lid 3, en 34, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « de sociale Inspectie » vervangen door de woorden « het Departement Inspectie ».

Art. 32. Artikel 34, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“De controle op de toepassing van dit besluit wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 6. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling

Art. 33. In artikel 2, § 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling worden aangevuld met de punten 9° tot 19°, luidend als volgt:

9° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

10° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

11° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

12° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

13° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

14° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

15° extrapolbaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

16° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapolbaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

17° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vevat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vevat; Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vevat;

18° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van het supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

19° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

20° de inspecteurs: de beëdigde statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie.”.

Art. 34. In hetzelfde besluit worden de artikelen 28/1 tot 28/6 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 28/1. §1. Ter uitvoering van artikel 18, § 1, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende centra voor socio-professionele inschakeling kunnen de erkende opleidingenverstrekkers die aan een controle onderworpen worden, geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie die, met name op basis van een risico-analyse, bepaald wordt door het Departement Inspectie.

§ 2. De controle strekt er meer bepaald toe, na te gaan in welke mate de stagiairs, toegelaten door de operator, en de realiteit van het aantal opleidingsuren gevolgd door de gerechtigde stagiairs in aanmerking komen, en meer bepaald de inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij de wetgeving en het erkenningsbesluit. Deze controle kan meer bepaald uitgeoefend worden op grond van het onderzoek van extrapolerbare referentiestalen van stagiairs of uren waarvan de onderzoeksresultaten geëxtrapolerd worden naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag waaruit deze stalen zijn samengesteld.

Art. 28/2. § 1. Bij de centra die minder dan vijftig stagiairs begeleiden, kan de inspecteur het in aanmerking komen van de stagiairs in zijn volledigheid nagaan.

Boven die drempel kan de inspecteur een percentage individuele dossiers van stagiairs nagaan met een minimum aan te controleren dossiers in elke filière van het centrum in verhouding tot de omvang van elk aantal uren ten opzichte van de gezamenlijke referentiebevolking.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoekingen heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapolbaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftiennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapolbaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapolerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

28/3. § 1. De inspecteur gaat vervolgens de geldigheid van de door de stagiairs gevolgde opleidingsuren na. Om de daadwerkelijk gevolgde uren te onderzoeken, selecteert de inspecteur een periode van twee weken waarin geen schoolvakantiedagen inbegrepen zijn.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de gevolgde uren onderzoeken in de loop van twee andere weken van het jaar, buiten de schoolvakanties om. In dat geval stelt de inspecteur een recuperatie voor die enkel verband houdt met de onregelmatigheden vastgesteld in beide referentiestalen;

2° een extrapolbaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de gevolgde opleidingsuren van de stagiairs die het referentiestaal vormen, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftiennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapoleerbaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 28/4. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapoleerbaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie voor berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

Art. 28/5. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 28/6. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan het centrum het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 28/1, 28/2, 28/3 en 28/4 om draaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.”.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 35. Het decreet van 28 februari 2019 en dit besluit treden in werking op de tiende dag na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 36. De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/13316]

25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une grille indicative des loyers en exécution de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, l'article 89;

Vu le rapport du 8 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 65.685/2 du Conseil d'État, donné le 11 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° le décret du 15 mars 2018 : le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation;
- 2° la grille : la grille indicative des loyers;
- 3° le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions.

Art. 2. Il est établi une grille indicative des loyers dont les montants en euros sont repris à l'annexe 1.

Le Ministre adapte l'annexe 1 lorsque la nouvelle collecte de données est disponible.

Art. 3. § 1^{er}. La grille est élaborée empiriquement sur la base des données issues d'enquêtes sur les loyers en Région wallonne.

§ 2. D'autres bases de données peuvent être utilisées conjointement ou à la place de ces enquêtes si elles sont pertinentes et qu'elles permettent d'augmenter la fiabilité des données utilisées par la grille.

§ 3. Au cours de la collecte et du traitement de données, des contrôles sont effectués au moyen de tests de cohérence visant à rechercher les anomalies qui peuvent exister entre les différentes informations recueillies pour chaque unité reprise au sein de la base de données.

§ 4. A l'exclusion des cas visés à l'article 89, § 3, alinéa 2, du décret du 15 mars 2018, les unités de l'échantillon sont des logements mis en location dont les bailleurs sont des particuliers ou des personnes morales de droit privé et pour lesquels un loyer est versé.

§ 5. Le nombre minimum d'unités requises pour constituer l'échantillon est déterminé par rapport au nombre de ménages locataires qui résident en Région wallonne selon le dernier recensement en respectant les paramètres statistiques minimums de deux pourcents de marge d'erreur et de nonante-cinq pourcents d'intervalle de confiance.

§ 6. Les cinq provinces de la Région wallonne disposent d'un échantillon calculé proportionnellement au nombre de ménages locataires qui y résident selon le dernier recensement, avec toutefois un minimum de deux cents unités par province.

§ 7. Au sein de chaque province, la désignation des ménages locataires fait l'objet d'une sélection proportionnellement au sein de chaque commune.